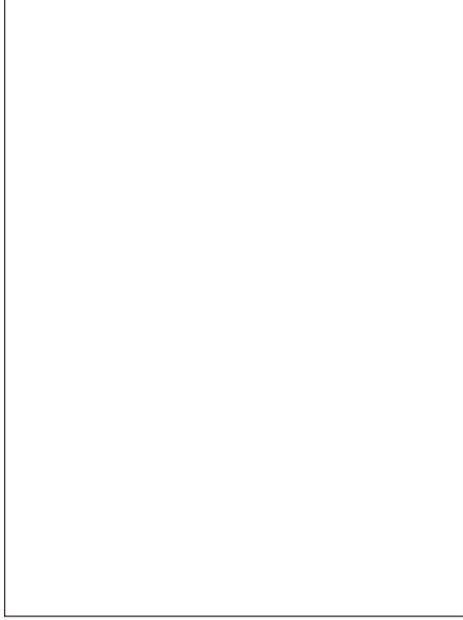


Nicole Décuré





Sommaire

COMPTES RENDUS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	1
FORUM.....	7
Les apprentis sorciers de l'intégrisme	7
Des femmes et un Panthéon	11
A propos d'un lieu de mémoire : Mauthausen	15
ENSEIGNEMENTS	19
RENCONTRES.....	23
COLLOQUES	25
A venir	25
Récents	29
APPELS À CONTRIBUTIONS	35
RÉSEAUX.....	41
REVUES	45
En français	45
En anglais.....	51
En italien.....	52
LIVRES.....	55
Comptes rendus.....	55
Parutions.....	59
MANIFESTES	69
BULLETINS DE COMMANDE	73
STATUTS	75
ADHÉSIONS, ABONNEMENTS	77



*Comptes rendus
du C.A.*

Paris, le 20 mai 1995

Présentes : Nicole Décuré, Irène Foyentin, Liliane Kandel, Brigitte Lhomond, Françoise Picq, Hélène Rouch, Marie-Claude Rouyer.

La réunion commence à 10 h 30.

DOSSIER ÉTUDES FÉMINISTES
POUR LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Annik Houel termine le dossier et prend contact avec Monique Dental très rapidement.

SITUATION POLITIQUE APRÈS LES PRÉSIDENTIELLES

Une réunion des associations féministes s'est tenue le 16 mai pour demander la création d'un ministère du Droit des femmes.

Compte rendu de l'AG du 16 mai 1995

La réunion avait pour but de réfléchir à la nouvelle situation créée par l'élection présidentielle et l'arrivée du nouveau gouvernement, pour faire face aux mesures qui risqueraient d'aggraver la situation des femmes.

Groupes présents :ESP, Commission Femmes Sud-PTT, Cahiers du féminisme, Dialogue de femmes, Commission Femmes FA, Solidarité féministe avec les femmes de l'ex-Yougoslavie, CADAC, Marie pas claire, ARCL, Groupe santé lesbienne, ANEF, CAMS, NQF, Parti démocratique des femmes, Femmes et psychothérapie, Pluri-Elles Algérie.

LE CONSTAT

L'autonomie des femmes qui passe par l'autonomie financière s'est détériorée avec :

- le travail à temps partiel (28 % des femmes concernées, 5 % des hommes),
- le sens de certaines prestations familiales, comme par exemple l'allocation parentale distribuée aux personnes ayant cessé de travailler ou travaillant à temps partiel — ce qui rend cette mesure dévalorisante pour le travail des femmes — alors que l'allocation de garde d'enfants est délivrée sous condition de ressources,
- la loi Roudy sur l'égalité professionnelle, votée mais jamais appliquée,
- la permanence du sexisme et de l'homophobie,
- la précarisation de la Maison des femmes,
- la situation des femmes algériennes et le droit d'asile,
- l'émiettement du "mouvement" féministe,
- la virulence des actions commando anti-IVG,
- l'impossibilité pour les féministes d'être reconnues par les médias en tant que force, l'existence d'un barrage anti-féministe.

LES ACTIONS

▲ Nécessité de réagir avant la disparition du Secrétariat des Droits des femmes et avant l'amnistie présidentielle. Envoi de deux télégrammes à A. Juppé et J. Chirac, demandant :

1/ "que l'amnistie ne s'applique pas aux actions de commando anti-IVG",

2/ "la création d'un ministère du Droit des femmes, chargé de garantir et de réaliser dans les faits l'égalité entre femmes et hommes et de défendre les acquis fondamentaux en matière de contraception et d'avortement et de droit à l'emploi".

L'ANEF a signé le second télégramme mais pas le premier.

- ▲ Rechercher des stratégies face à la montée d'une société fascisante.
- ▲ Nécessité de l'utilisation des médias (ex. : lancer une polémique pour se faire connaître, etc.).
- ▲ Actualisation de la plate-forme féministe du 8 mars et sa diffusion en interpellant les élus (ex. : pour les municipales).
- ▲ Nécessité de se regrouper, de créer un pôle féministe.

Les groupes présents ont décidé de se structurer sous l'appellation "Coordination féministe" et ont décidé :

- deux télégrammes déposés le 18 mai à l'Élysée, Matignon et au ministère de la Justice,
- le financement d'une page de publicité dans Le Monde,
- l'organisation d'un meeting à la rentrée sur le thème Femmes/Emploi.

L'ANEF apportera un soutien financier à l'organisation de ce meeting-colloque et assurera les contacts avec les sociologues spécialistes du domaine.

Hélène ROUCH

“Coordination féministe” mercredi 31 mai 1995

F. Picq a assisté à la réunion suivante, de la "Coordination féministe", qui a eu lieu le mercredi 31 mai 1995 à 19 h 30. Au cours de cette réunion, il a été décidé la tenue d'une conférence de presse le 9 juin 1995 à la Maison des femmes.

BULLETIN

- Récolte des informations pour le numéro d'été.
- F. Picq aimerait que le C.A. puisse avoir une vision un peu globale des numéros du bulletin avant mise sous presse.
- N. Décuré nous informe que l'annuaire paraîtra quelque temps après le prochain bulletin et le texte de l'ANEF : Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995.

SUBVENTION

Une demande de subvention a été déposée au Service Droit des femmes.

CONFÉRENCE MONDIALE DE PÉKIN

▲ Réunion de la CLEF.

Compte rendu propos de la Conférence mondiale de Pékin, Paris le 10 mai 1995 :

Il y a environ 36 000 participantes inscrites pour le Forum des ONG à Pékin, ce qui pose, semble-t-il, d'importants problèmes d'hébergement et de lieux de réunion.

La proposition chinoise est de loger les ONG à 60 km de Pékin, dans le "village de vacances" Tourist Scenic Area de Huairou, récemment construit à l'usage des touristes. Celui-ci s'étend sur une surface de six kilomètres, sans moyens de locomotion et de communication internes. En outre, les salles de réunion prévues peuvent accueillir au maximum 9 000 personnes en même temps. Il n'y a évidemment aucune possibilité de séance plénière. Par contre, le village dispose de divers équipements de loisir, dont un ou deux clubs de karaoké (que demande le peuple ?).

Les communications avec Pékin (et la conférence gouvernementale) seraient donc assurées par navettes — encore à créer — et en tout état de cause assez malaisées. Quant au journal quotidien de la conférence, outil essentiel de ce type de manifestation, dont les conditions de réalisation sont déjà complexes dans un environnement normal, il devrait sans doute être cette année réalisé non sur place, mais par une équipe installée dans un des hôtels internationaux de Pékin, ce qui entraînerait des difficultés prévisibles de transmission et de communication avec les divers sites de réunion. Il existe bien un lieu d'hébergement et de réunion dans Pékin, le Gymnase des travailleurs, qui semblait répondre aux besoins des ONG, les Chinois y ont renoncé "pour des raisons structurelles".

Par ailleurs, une suggestion chinoise pour réduire le nombre des participantes était d'accepter... une seule représentante pour chaque ONG.

Devant cette situation, la tenue de la conférence des ONG devient très problématique. Des commissaires ont été dépêchées par l'ONU sur place, afin de faire le point sur la situation. D'ores et déjà, Sidney et Montreal ont proposé d'accueillir la conférence.

La question est évidemment : quid de la conférence gouvernementale, si les ONG sont obligées de se réunir ailleurs qu'en Chine ?
Décision fin juin.

Liliane KANDEL, Judith EZEKIEL

▲ La prochaine réunion (concernant la situation problématique/l'accueil par la Chine de la quatrième conférence mondiale) aura lieu le 7 juin 95. B. Lhomond et I. Foyentin représenteront l'ANEF. Situation à suivre...

▲ DERNIÈRE MINUTE : Communiqué d'Irène de Santiago, responsable du Forum des ONG :

Accord le 8 juin avec les Chinois, qui règle la plupart des contentieux majeurs. Site non transféré à Pékin, mais amélioré. On peut loger à Pékin ou sur place au choix. Il y aura des moyens de transport. OK pour accepter toutes les participantes inscrites au 30 avril (36 000 personnes) et d'accorder des visas. OK pour fournir des locaux aux 5 000 ONG qui ont demandé de l'espace pour des activités.

JOURNÉE DE L'ANEF

- La salle 203 tour 24-34 (monter par la tour 24) est retenue.
- Publication des actes de la journée. Prévenir dès maintenant les intervenantes afin de faciliter les transcriptions.
- Mise au point du programme de la journée.
- Le titre choisi après un long débat est le suivant : "Femmes et mouvements de femmes face à la situation algérienne : analyses et solidarités".
- Organisation de la journée de l'ANEF : déroulement, présentation et organisation des débats N. Le Feuvre et I. Foyentin.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Contenu de l'ordre du jour :

- Rapport moral.
- Rapport financier.
- Débat général sur les orientations de l'ANEF.
- Les études féministes et la situation politique en France aujourd'hui.

La réunion se termine à 20 h 10.

Compte rendu approuvé à l'unanimité après modifications d'usage le 20 mai 95.

I. FOYENTIN et N. DÉCURÉ.



Les apprentis sorciers de l'intégrisme

Dans leur "Message pour la paix et la démocratie en Algérie", paru dans Jeune Afrique du 27 avril 1995, des personnalités du monde de l'université, de l'édition et du barreau, dont on ne peut mettre en doute les sentiments anticolonialistes, se prononcent pour le dialogue du gouvernement algérien avec les organisations participantes au colloque de San Edigio, sur la base de l'accord conclu entre ces organisations, convaincues que là réside la solution de la paix et de la démocratie en Algérie.

Ces auteurs omettent de rappeler, que les propositions de l'accord ne font que reprendre celles déjà formulées par l'Etat algérien à tous les partis politiques. En outre, la logique développée dans leur message, repose sur des postulats qui leur paraissent des évidences, mais qui doivent au contraire faire l'objet d'une interrogation.

1^{er} POSTULAT

Le peuple algérien serait pris en otage entre deux forces, renvoyées dos à dos par les signataires du "message", car ces forces pratiqueraient la même politique de terreur. Si cette thèse était vraie, on ne comprendrait pas pourquoi les paysans des campagnes, les habitants des villes et les démocrates d'Algérie (journalistes, femmes, intellectuels, etc.) demandent à l'Etat algérien d'assurer leur sécurité contre la terreur intégriste.

2^e POSTULAT

Pour les signataires, un pas vers la paix serait assuré si le gouvernement français cessait de vendre des armes au gouvernement algérien. Mais, s'ils veulent la fin des conflits armés, pourquoi ne réclament-ils pas également que le gouvernement français cesse de tolérer en France l'activité de réseaux intégristes, qui collectent de l'argent et des armes pour alimenter les maquis algériens, alors que l'asile politique n'est accordé qu'au compte-goutte aux victimes désignées des intégristes ?

Il est vrai que grâce à leurs commandes d'armes, les réseaux intégristes algériens, installés en Europe, en France et aux Etats-Unis, font marcher les usines d'armement de ces pays, ce que n'entraîne pas l'hospitalité accordée aux victimes potentielles des intégristes. On rétorquera que l'Etat français n'est pour rien dans cette fourniture d'armes aux intégristes, comme si, l'Irakgate, l'Irangent et le Luchairegate n'avaient pas montré que les Etats recourent aux marchands d'armes quand ils ne peuvent pas contracter eux-mêmes.

Les signataires savent-ils qu'après l'attentat d'Oklaoma, le président Clinton a gelé tous les comptes bancaires, ouverts aux Etats-Unis par les réseaux terroristes, mais qu'une exception a été faite pour ceux des intégristes algériens ? La presse algérienne accuse les Etats-Unis de financer les entretiens de San Edigio, alors que les Algériens estiment que la solution doit être trouvée en Algérie et non à l'étranger, ou dans l'Italie vaticane.

3^e POSTULAT

N'est-il pas surprenant, que les signataires du "message", après avoir affirmé que "le retour à la paix civile ne pourra être le fait que des Algériens eux-mêmes", infirment cette pétition de principe, en réduisant le dialogue à celui de l'Etat et des intégristes, en occultant la participation à la lutte contre l'intégrisme des forces vives du pays. Celles-ci ne sauraient se réduire à quelques responsables de partis d'opposition, réunis à San Edigio, dont la plupart, comme par hasard, vivent en Europe et aux Etats-Unis, loin du théâtre sanglant des assassinats, des viols, des destructions massives de matériel, dont souffre

la population dans sa vie de tous les jours. Depuis quand peut-on trouver une "solution politique" sans tenir compte des aspirations démocratiques de la société civile ?

Forum



Or, tandis que Haddam, responsable du FIS à l'étranger et vivant aux Etats-Unis, refuse de condamner les assassinats du GIA, tandis que les intégristes visent à l'établissement d'un état théocratique comme but ultime de leur participation au pouvoir, la population algérienne aspire à l'instauration d'une société de tolérance, de justice et de liberté. Il en est ainsi par exemple des mouvements de femmes, que les signataires du message présentent comme des victimes (ce qu'elles sont effectivement), sans dire d'ailleurs qui les assassine, les enlève et les viole pour refus de porter le voile, pour leur activité d'écolière, d'enseignante, de chercheuse, de sportive ou d'artiste, sans rappeler que ces victimes sont aussi des actrices socio-politiques, qui somment le gouvernement algérien de ne pas signer de compromis avec les intégristes et organisent pour cela des manifestations de masse.

Réduire les femmes algériennes à des victimes misérabilistes sans souligner aussi leurs comportement de citoyennes majeures (malgré leur statut juridique de mineure dans la famille), résistant contre l'oppression d'où qu'elle vienne, n'est-ce pas une attitude sexiste ?

L'enfer est, dit-on pavé de bonnes intentions ; on peut craindre qu'en restant silencieux sur les injustices que les pouvoirs économiques mondiaux imposent à l'Algérie (bas prix du pétrole, paiement de la dette, dévaluation, liberté des prix, économie de marché entraînant plus de chômage, etc), les signataires du "message" contribuent à faire de l'Etat et de la société algérienne la proie toute désignée des grandes puissances, qui, à la faveur des programmes du FMI et de la BM, se servent de l'intégrisme politico-religieux pour la reconquête économique et pétrolière de l'Algérie.

Contact :

CITOYENNES POUR LA PAIX, c/o Andrée Michel, fax. 48 18 08 07.

SOS SEXISME c/o Michèle Dayras, fax. 46 26 14 82.

Des femmes, et un Panthéon

Le 8 mars 1994, le président de la République, du bout des lèvres, annonçait qu'il allait demander à la famille de Marie Curie d'autoriser le transfert de ses cendres au Panthéon.

C'était l'aboutissement inachevé d'une campagne qui a commencé dès janvier 1989, à l'occasion du Bicentenaire. On proposa alors qu'une femme figurât parmi les panthéonisés de l'apothéose de décembre. Les discussions n'aboutirent pas. En octobre, sans connaître ces premières tentatives, j'initiai une campagne de pétitions pour qu'on portât symboliquement trois femmes en même temps que Monge, Condorcet, l'abbé Grégoire. Il s'agissait d'Olympe de Gouges, de Marie Curie, de Berthie Albrecht, une humaniste, une savante, une résistante. En juillet 1992, trois femmes célèbres (Simone Veil, Françoise Gaspard, Hélène Carrère d'Encausse) tentaient une démarche similaire.

Comment accepter, aujourd'hui, que le cinquantenaire du débarquement et de la Libération ait négligé de réparer le scandaleux oubli qui entérine la négligence des bureaux de Londres à nommer en temps voulu un nombre convenable de compagnes de la Libération ? Les résistants survivants savent bien, et disent haut et fort, que sans le sacrifice d'une multitude de femmes, leur action aurait été impossible. Qu'attend-on pour en prendre acte ? Il suffirait de demander à chaque organisation de survivants un nom, et de tirer au sort. Cette proposition ne peut que rencontrer l'adhésion de tous. Pour Olympe de Gouges, il convient d'expliquer davantage.

Le 3 novembre 1993, on a commémoré le bicentenaire de l'exécution d'Olympe de Gouges. Un rassemblement devant le Panthéon, le 6, a permis d'honorer sa mémoire. Guillotinée pour crime d'opinion, cette ardente écrivaine est aujourd'hui reconnue par les meilleurs spécialistes comme une géniale anticipatrice de la notion de droits de la personne humaine. L'injustice du sort qui lui a été faite appelle une éclatante réhabilitation. A travers elle, c'est toutes les femmes dont la voix fut étouffée par des siècles d'obscurantisme qu'on honorerait. On sait aujourd'hui, en France, dérouler le tapis rouge

pour les écrivaines pourchassées. Pourquoi refuser le Panthéon à Olympe ? Pourquoi ne pas marquer par ce geste symbolique l'année de la Conférence de Pékin qui est aussi celle du cinquantenaire du premier suffrage universel en France ?

Marie Gouze est née bâtarde, à Montauban en 1748. Sa mère est l'épouse d'un boucher de la ville ; son père, de notoriété publique, est le marquis Le Franc de Pompignan, homme de lettres ; A seize ans, on la marie, contre son gré, à Louis-Yves Aubry, traiteur. En août 1766, elle met au monde un fils. Veuve très peu après, elle choisira désormais l'union libre, comme on disait hier, et adopte rapidement le pseudonyme d'Olympe de Gouges, prénom emprunté à sa mère qu'elle chérissait tendrement, particule ajoutée à son nom comme faisaient alors nombre de jeunes ambitieux. Peu après, elle s'installe à Paris, entretenue par un riche fournisseur aux armées, qui la dote confortablement en 1774. Pendant une dizaine d'années, tout en faisant donner à son fils une éducation très soignée, elle mène à Paris une vie très libre, ce que beaucoup, semble-t-il, ne lui pardonneront jamais.

Son cas illustre parfaitement la dissymétrie de traitement entre hommes et femmes : combien d'hommes faudrait-il retirer du Panthéon sous prétexte qu'ils ont épousé des dots, et combien seraient interdits de vie politique parce qu'ils ont des maîtresses ?

Quand elle se lance, dans les années 1780, dans la carrière littéraire elle ne signe pas moins de trente pièces. Femme des Lumières, elle y traite surtout de questions sociales et se sert du théâtre pour exposer ses idées. *Zamore et Mirza* ou *L'Heureux naufrage*, proposée en 1785 au Théâtre français, expose l'iniquité de l'esclavage et plaide pour son abolition. La pièce est bonne et dans un premier temps, les comédiens l'acceptent ; mais de puissants intérêts s'emploient ensuite à la faire écarter ; Olympe est inscrite sur la liste des auteurs indésirables et toutes ses protestations contre ces injustices ne servent qu'à lui créer de nouveaux ennemis. Des succès l'attendent pourtant.

Sa verve s'exerce aussi aux écrits politiques. Dans le royaume en crise, devant la pauvreté qui frappe et la misère qui tue, cette femme

généreuse s'engage par la plume. Elle dénonce la corruption, l'inertie, propose des solutions. Pamphlétaire spirituelle et talentueuse, elle aborde tous les sujets et fait preuve souvent de clairvoyance et d'esprit prophétique.

Jamais solitaire, elle ne se lie pourtant à aucun parti, même après que la Révolution aura commencé. Son parti, c'est celui des faibles et des sans-grade pour lesquels elle réclame inlassablement justice. Elle s'en explique elle-même : "Les uns veulent que je sois aristocrate ; les aristocrates prétendent que je suis démocrate. (...) Je ne connais aucun parti. Le seul qui m'intéresse vivement est celui de ma Patrie, celui de la France, de mon pays enfin..."

Elle ne se départira jamais de cet esprit d'indépendance qui la laisse dangereusement exposée. Son combat pour les droits des femmes s'exprime dans l'ironique et percutante Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, publiée en septembre 1791. Il se déploie aussi tout au long de son œuvre, quand elle réclame des secours pour les veuves, l'interdiction des mariages ou des vœux forcés, et surtout le droit à l'instruction pour toutes les femmes. On la voit également préoccupée d'hygiène, de médecine, de justice. Elle donne son avis sur toutes les péripéties politiques et n'hésite pas à défiler en tête d'une délégation de femmes, à la Fête de la loi qui commémore l'assassinat du maire d'Etampes.

Rien ne saurait la faire taire. C'est la publication d'une affiche, Les trois Urnes, ou Le salut de la patrie par un voyageur aérien, qui provoque son arrestation, le 20 juillet 1793. Elle y propose pour mettre fin à la guerre civile, qu'on organise un plébiscite.

On l'accusera d'avoir voulu changer le gouvernement choisi par les citoyens. Son procès n'a lieu que le 2 novembre suivant, après ceux de Marie-Antoinette (16 octobre) et des Girondins auxquels on prétend l'assimiler.

Le 30 octobre, la Convention interdit aux femmes de former des clubs et de participer à la vie politique. Condamnée à mort sans sur-sis, malgré sa déclaration de grossesse, Olympe est guillotinée le 3 novembre, cinq jours avant Manon Roland.

Il est grand temps de lui rendre justice. Comme toute femme se mêlant de politique, Olympe a été traitée de folle et d'exaltée par ses contemporains ; la postérité a emboîté le pas. Sa réhabilitation a commencé avec les grands moments du féminisme. On édite aujourd'hui ses œuvres complètes, en particulier ses écrits politiques (à Paris chez Côté femmes, à Montauban chez Carrefour d'Occitanie). Olivier Blanc a publié, par ailleurs, une excellente biographie, qui a largement contribué à la faire sortir de l'oubli.

Dans son étude sur une des œuvres d'Olympe, *Le Prince philosophe* (1792), Henri Coulet écrit : "Si Tacite peignant Néron, ou Chateaubriand fustigeant Bonaparte, avaient été femmes ou filles bâtarde, n'y aurait-il pas dans leur sévère éloquence quelque trace de folie ? Plusieurs pages d'Olympe de Gouges, par la fermeté, le courage, la passion, la grandeur de vue, seraient illustres et proposées à l'admiration des gens de goût, si elles n'étaient pas de cette femme".

Mais il est difficile de lutter contre le préjugé, cette paresse de l'esprit. Il faudrait convaincre les hommes qui nous gouvernent, ceux qui décident des célébrations en tout genre, de la justesse de cette cause.

Nos princes sont-ils assez philosophes aujourd'hui pour penser qu'une bâtarde, devenue femme galante pouvait aussi penser, et se battre pour le bien ? Oseront-ils installer au Panthéon celle qui écrit : "la femme a le droit de monter à l'échafaud ; elle doit avoir également le droit de monter à la tribune" ?

Au moment du Bicentenaire, seule Manon Roland, épouse de ministre, a eu les honneurs du timbre, ce Panthéon de papier. Pour le cinquantenaire du suffrage universel, formons le vœu qu'une injustice biséculaire soit réparée et qu'enfin, es qualités, des femmes telles qu'Olympe de Gouges, de celles qui ont œuvré pour la patrie et pour l'humanité entrent au Panthéon. Il sera temps alors d'inscrire à son fronton : à l'humanité la patrie reconnaissante.

Catherine MARAND-FOUQUET

A propos d'un lieu de mémoire : Mauthausen

PUISQUE LE 5 MAI 1945, C'ÉTAIT LA LIBÉRATION DES CAMPS...

Enrichissant et bouleversant, tel a été, pour moi, le voyage organisé en avril 1995 à Mauthausen dans le cadre de la formation continue, avec le concours de l'Amicale des déportés de Mauthausen et de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie.

Faire un compte rendu de cette journée est difficile, mais je retiendrai de cette visite deux soucis qui me semblent majeurs lorsqu'on parle de cette période et plus particulièrement du système concentrationnaire nazi et de la déportation.

Le premier problème et le premier souci qui doit être le nôtre, historiens ou professeurs d'histoire, c'est de nommer l'horreur. La nommer lui donne sens, forme chair.

C'est ainsi que doivent passer, me semble-t-il, dans notre langue des mots tels que Shoah, Appelplatz, Revier ("infirmerie" du camp), Kapo, Kommando (une soixantaine pour Mauthausen), Nacht und Nebel, etc.

Puis-je dire que j'ai été choquée de voir "nommer" "bordel" le premier bloc à gauche, à l'entrée du camp. Pourquoi ne pas l'appeler le "bloc de l'Assignation des femmes aux viols répétés et répétés" ? De quelle douleur est imprégné ce lieu, que ne recouvre pas dans nos fantasmes le terme "bordel" ?

Il ne s'agissait pas là d'un lieu où les hommes "rencontrent" des filles de joie, comme notre littérature française gouailleuse et volontiers égrillarde (pour ne pas dire machiste) les affectionne, mais d'un lieu de souffrance pour des femmes déportées, souillées quotidiennement dans leur corps, dans leur identité et dans leur dignité, des femmes qui ont droit à tout notre respect.

Le choix de ce lieu, n'était pas leur choix !

Le contrat marchand-prostituée-client dans toute son ambiguïté n'était même pas. C'était un moyen de plus d'humiliation et de négation des personnes dans un système pervers et aberrant. Et l'exemple choisi ne me semble pas indifférent, car la question se pose du "pourquoi ?", du "un jour à nouveau ? aujourd'hui ? demain ?" Et en tant qu'historiens-nes nous ne pouvons faire l'impasse sur tout le substrat idéologique guerrier, viril, vainqueur, conquérant, "homme" jamais remis en cause, jamais re-questionné.

Ce n'est pas un hasard si d'un côté des prostituées furent déportées du seul fait de leur vie hors-normes et si d'autre part des femmes déportées, beaucoup reçurent les qualificatifs de "pute" et de " salope", comme un crachat, parce que résistantes, elles dérogeaient aux rôles et à la soumission qu'attendaient d'elles le régime de Vichy et l'Etat nazi.

Les mots sont porteurs d'Histoire.

Les mots sont porteurs de Mémoire.

Les mots sont notre avenir.

Le deuxième fait qui a attiré mon attention est le problème de la sauvegarde des camps. Je suis une femme et je suis très attentive aux éléments concrets, aux traces, mêmes infimes, du réel. Je suis professeur, et en contact avec de jeunes enfants, j'ai éprouvé combien ils ont besoin de détails, de précisions, d'éléments pour que surgisse devant eux la réalité quotidienne de l'Innommable. C'est essentiel pour eux, pour saisir, comprendre, se rappeler.

Or parfois, il me semble qu'il y a dans la frénésie de restauration-conservation du camp, un effacement du "détail" et cela me paraît dangereux. Cela ne peut-il conduire, si on n'y prend garde, à un "lavage" du lieu, comme on dit "lavage de cerveau" ?

Je n'en donnerai que quelques exemples, reliés à Mauthausen :

- Pourquoi goudronner la place de l'Appelplatz où les appels duraient des heures et étaient d'interminables supplices, s'il y avait là des pavés de granit ?
- Pourquoi ont-ils disparu "tous les crochets du haut" sur le "Mur des Lamentations" où étaient exposés et torturés jusqu'à ce que la mort vienne, des déportés ?

- Pourquoi paver de manière plate et régulière les dalles incohérentes, inégales, tortueuses et traîtresses sous les galoches des détenus, sur le chemin qui mène à la carrière ?
- Va-t-on élargir les marches de "l'Escalier" pour que les masses de touristes puissent venir voir sans effort ?
- Pourquoi les blocs sont-ils vides ? Ne peut-on y inscrire des chiffres, le nombre même approximatif des hommes qui y logeaient ou y travaillaient ?
- Pourquoi la porte des WC est-elle condamnée ?
- Pourquoi les chalits sont-ils à deux étages alors que les témoins parlent de trois ? Cela réduit d'un tiers la densité de l'espace habité. Pourquoi les a-t-on reconstitués avec un fond fait d'une seule planche taillée dans la veine du bois alors que les prisonniers racontent qu'ils étaient constitués de morceaux de traverses assemblés, qui sciaient le dos et les os de leurs corps squelettiques ?
- Il y a à Mauthausen une chambre à gaz. C'était une vraie salle de douche de 3,50 m sur 3,80 m. A côté, des conduites annexes amenant les émanations du gaz Zyklon B existaient. L'appareil pour ventiler le gaz meurtrier était en place dans une pièce attenante au moment de la libération du camp. Il a été photographié et figure dans le rapport de mai 1945 du lieutenant de l'US Navy, Jack H. Taylor, interné à Mauthausen.
- Où sont les photographies ? Où sont les tuyauteries ? Pourquoi ont-elles disparu ?

Des détails ? Je ne crois pas.

A nos côtés, aujourd'hui, 5 avril 1995, marchent des déportés. Ils nous montrent, reconstituent ce que le temps a dilué. Le lieu prend sens, devient cet espace où se sont perpétrés des crimes contre l'humanité. Un jour, lorsqu'ils ne seront plus là, guides pour nous ouvrir les yeux, c'est par des indices préservés de la destruction que je, nous pourrons dire la réalité du système concentrationnaire et faire que la mémoire, vivante, surgisse... à jamais.

Irène CORRADIN



Université de Paris VIII

CENTRE DE RECHERCHES EN ÉTUDES FÉMININES, UFR4

La "Mission scientifique et technique" du ministère français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche vient de faire paraître un avis défavorable concernant le programme doctoral du Centre de recherches en études féminines de l'Université de Paris VIII.

Le document ministériel affirme : "Le projet de ce DEA n'a pas de véritable contenu scientifique. L'organisation en équipe d'accueil n'est pas réelle, et ne présente pas une véritable structuration scientifique" et "Les flux d'inscrits et de diplômés ne sont pas satisfaisants".

70 docteurs/chercheurs et 44 étudiants dont 22 en DEA et 22 autres en doctorat sont actuellement inscrits dans le programme.

La formation doctorale en études féminines en France, créée en 1974, comprenant 20 professeurs permanents et 10 professeurs associés risque donc d'être supprimée.

Une pétition de soutien circule actuellement contre cette suppression.

Contact : Université Paris VIII, CENTRE DE RECHERCHES EN ÉTUDES FÉMININES, UFR4 - 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, Paris cedex 02.

Amsterdam Summer University

(THE NETHERLANDS)

Jewish Memory : Literature, Art and Museums

PROGRAMME :

- Memory and the Rabbis.
- The Ruins of Memory, 1940-1970.
- Jewish Museums and Jewish Memory.
- Study Visit and Analysis of the Jewish Historical Museum.
- Memory as Ritual, the European Jewish Perspective Case.
- Depicting the Holocaust in the Visual Arts.
- Interpreting the Holocaust in the Visual Arts.
- Interpreting the Holocaust in the Visual Arts : Europe, Israel, America.
- Concluding Remarks : Where to go from here ?

PERIOD : JULY 31 - AUGUST 4, 1995.

COURSE FEE : NLG 775.

Contact : THE AMSTERDAM SUMMER UNIVERSITY, P.O. Box 53066, 1007 RB Amsterdam, The Netherlands, tel. +31 20 6249368, fax. +31 20 6200225.

University of Bristol,

DEPARTMENT OF DRAMA

Feminist Performance, Television Studies

TWO NEW COURSES FROM OCTOBER 1995

The University of Bristol Department of Drama is offering two M.A. courses which will be unique in Britain : Feminist Performance and Television Studies. These are one-year full-time courses, but may also be taken part-time over two years.

M.A. in Feminist Performance :

- Theory and Texts,
- Texts and Practice
- Critical Theory.

M.A. in Television Studies :

- Television History, Theory, Criticism
- Textual Analysis
- Critical Theory

Contact : Postgraduate Admissions, Arts Faculty Office, University of Bristol, Senate House, Tyndall Avenue, Bristol, BS8 1TH, U.K., tél. (0117) 928 9000.



Elles aussi

Pour permettre aux femmes d'atteindre la parité dans les instances élues, six associations féminines se sont unies : Action Catholique Générale Féminine (ACGF), Alliance des Femmes pour la Démocratie (AFD), Fédération des Associations de Conseillères Municipales et femmes élues (FACM), Femmes d'Alsace, Grain de Sel-Rencontres, Union Féminine Civique et Sociale (UFCS).

Cette réunion d'associations a pour nom Elles aussi, association Loi 1901, association pluraliste et indépendante.

- ▲ 35 forums **Conseil re municipale : pourquoi pas ?** ont eu lieu entre novembre 1993 et mars 1995. L'Assemblée nationale de l'association a eu lieu le 29 avril 1995 à la salle Victor-Hugo, à Paris.
- ▲ Un livre, qui reprend et élargit les observations des forums (Les filles, on n'attend plus que vous !, E. Weissman, éditions Le Seuil, 140 pages, 75 FF), a été publié avec la collaboration de Elles aussi.

Réunion *des groupes et associations féministes*

A l'issue des résultats de l'élection présidentielle et en raison des risques qui pèsent sur les Droits des femmes, en particulier sur l'existence d'une structure spécifique Droits des femmes au sein du gouvernement, les : Archives lesbiennes, Cahiers du féminisme, Coordination européenne des femmes, Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, Elles sont pour, Maries pas claires, Nanas beurs, Nouvelles questions féministes, ont appelé à une réunion des groupes et associations féministes, qui a eu lieu le mardi 16 mai, à la Maison des femmes, à Paris, 11^e (cf. compte rendu du C.A.).



Colloques

A venir

Feminist Economics

**Universit Fran ois-Rabelais, Tours, France,
5-7 July 1995.**

4th ANNUAL CONFERENCE SPONSORED BY THE INTERNATIONAL
ASSOCIATION FOR FEMINIST ECONOMICS.

This Summer Conference provides a network for feminist researchers in different parts of the world who face difficulties in finding out about each other's work. This fourth annual Summer conference, the first held outside the U.S., aims for increased international participation and perspectives in IAFFE.

Contact : Jean SHACKELFORD, IAFFE Conference Coordinator,
Department of Economics, Bucknell University, Lewisburg, PA 17837,
tel. 717 524 3441, fax. 717 524 3760.

European Societies : Fusion or Fission

Budapest, from August 30 to September 2 1995.

SECOND EUROPEAN SOCIOLOGICAL CONFERENCE.

The following working group themes were selected :

- Nationalism : ethnicity, migration, social exclusion, racism and genocide.
- Class and gender (in)equality : industrial relations and employment, labour market, underclass and poverty (old and new), privatization.
- Citizenship and gender in relationship to the welfare state, civil society and the market.
- Different models of social and economic transformation and transition in Europe and new forms of integration.
- Culture : (post)modernism, lifestyles, everyday life, urbanism and religion.
- Methodology : Comparative European research.
- Biography and society
- Education and gender in Europe
- Teaching sociology in Europe.

Contact : DR. IMRE KOVACHS, Secretary, Local Organizing Committee, Hungarian Sociological Association, Benczur ut.33, H-1068 Budapest, Hungary, fax. 36 1 122 1843.

DANS LE CADRE DES CONFÉRENCES SIGMA, EUROPEAN UNIVERSITIES NETWORKS :

Etudes de gestion

ERASMUS Universiteit Rotterdam, 15-16 septembre 1995.

Sciences de la communication

Universit di Siena, 22-23 septembre 1995.

Contact : COIMBRA GROUP, 60 rue de la Concorde, 1050 Bruxelles, Belgique, tél. +32 2 513 83 32, fax. +32 2 511 61 32.

*Les femmes et l'université dans les pays
de la Méditerranée : de la tradition à la modernité*

Toulouse, 26-30 septembre 1995.

COLLOQUE INTERNATIONAL MED-CAMPUS RÉSEAU RED ISIS

Communications proposées à ce jour :

- Mujeres e investigacion en las universidades espanolas, P. Ballarin.
- Les primas universitarias en carreras de Ciencias de la Universidad de Granada (1859-1923), G. Becerra.
- La situation de la femme marocaine dans l'enseignement supérieur : évolution et perspective, A. Belarbi.
- Femme, université et production du savoir, R. Bourqia.
- Accès des femmes à l'université au XX^e siècle en France, M. Cacouault.
- La place des femmes dans les écoles d'ingénieur en France, J. Costes.
- Les femmes universitaires en France : une féminisation... mais différenciée, M.-F. Fave-Bonnet.
- Itinerarios académicos de mujeres en la Universidad espanola, C. Flecha-Garcia.
- Femmes et mathématiques en France, J. Fleckinger.
- Le statut de la femme universitaire/chercheure au Maroc : ambiguïté et ambivalence, F. Hajjarabi.
- La démocratisation-féminisation de l'Université grecque et les nouveaux rapports entre la vie académique et le savoir, A. Isatsakou.
- Femmes, féminisme et Université grecque, R. Kavadia-Simeonidi.
- Femmes diplômées du supérieur et professions : diversification des orientations ou maintien d'une ségrégation sexuée ?, C. Marry.
- L'histoire et l'organisation des études féministes en France, J. Martin.
- Las mujeres en las estructuras universitarias de poder y de prestigio, C. Martinez-Lopez.
- Discours algériens autour de l'accès des femmes à l'Université, D. Morsly.
- Les études féministes/sur les femmes-filles en Sciences de l'Education, N. Mosconi.
- Les apprentissages des adultes et les différences de sexe en Suisse, E. Ollagnier.
- La institucionalizacion de la investigacion feminista en la Universidad de Granada, T. Ortiz.
- Les étudiants maghrébins en France, A. Latreche.
- La condition des femmes à l'Université algérienne, K. Rahmani.
- La universidad en femenino : Estrategias de accion positiva para la correccion de desequilibrios, V. Robles.

- Les représentations maternelles dans la littérature française (1890-1920), M. Sagaert.
- L'image théâtrale et l'activité féminine du public universitaire lors de sa réception, A. Sivetidou.
- Las unidades de informacion especializada en estudios de las mujeres : Presencia y tarea en la formacion universitaria, I. de Torres.

*Upgrading of the Social Sciences
for the Development of Post-Socialist Countries*

Kaunas, 27-30 September, 1995.

INTERNATIONAL CONFERENCE ORGANISED BY THE KAUNAS
UNIVERSITY OF TECHNOLOGY AND THE U.S. BALTIC FOUNDATION.

The purpose of this conference is to provide an opportunity for the researchers of the Western countries and the Middle and East European countries to meet, share and discuss the problems and issues facing their societies and approaches to possible solutions. More specifically :

- The conceptual and methodological approaches to the study and research of social problems, issues and trends.
- The development of the post-socialist countries from authoritative into democratic societies and the role of social science in this process.
- The concepts, processes and case studies contributing to the development of post-socialist societies in the fields of economy, business, public administration, education and others.
- The cooperation of West-East scholars in the design and conduct of social research in the problems and issues facing post-socialist countries.

The language of the conference is English.

Contact : International Conference, Faculty of Administration,
Kaunas University of Technonogy, K. Donelaivio g.20, 3000
Kaunas, Lithuania/Lietuva.

*Écriture et Féminisme***Saragosse, 13-18 novembre 1995.**

CONGRÈS INTERNATIONAL ORGANISÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE LETTRES MODERNES (FRANÇAIS) DE L'UNIVERSITÉ DE SARAGOSSE, EN COLLABORATION AVEC LE SÉMINAIRE INTERDISCIPLINAIRE D'ÉTUDES DE LA FEMME DE L'UNIVERSITÉ (SIEM).

Le congrès comprendra trois formes d'activités : conférences, communications et tables rondes, auxquelles participeront écrivains, directrices artistiques, responsables de maisons d'éditions, de librairies de femmes, de bibliothèques spécialisées et de différentes institutions officielles.

Les langues officielles du congrès seront l'espagnol et le français.

Le congrès se déroulera au "Parainfo" de l'Université de Saragosse (Plazza Paraiso, n° 1).

Contact : tél. +34 76 55 16 47 (ext. 2126 y 2040),
fax. +34 76 56 83 08.

*Récents**"Études féministes et/ou sur les femmes" en Europe.**Evaluation, coopération et nouvelles perspectives***Universit de Coimbra, Portugal, 16-17 juin 1995.**

CONFÉRENCE INTERNATIONALE.

PROGRAMME :

▲ VENDREDI 16 JUIN

Systèmes nationaux d'enseignement supérieur en relation avec les "Études féministes et/ou sur les femmes" en Europe

- Les curricula des "Études féministes et/ou sur les femmes" dans les universités européennes, une perspective, R. Braidotti.

- L'éducation dans les "Etudes féministes et /ou sur les femmes" et l'intégration européenne, J. Hanmer.
- Présentation des systèmes d'enseignement supérieur dans 15 pays européens et le rôle des "Etudes féministes et /ou sur les femmes".
- "Women's International Studies Europe, WISE, présentation de l'association.

Présentation du rapport Erasmus et des besoins des "Etudes féministes et /ou sur les femmes" dans l'optique du programme Socrate et de l'intégration européenne

- "Etudes féministes et /ou sur les femmes", une analyse des possibilités et des points faibles dans les programmes Erasmus, R. Braidotti.
- Envisageant l'avenir, problèmes et perspectives dans les "Etudes féministes et /ou sur les femmes" en Europe, D. Ni Charthaigh.

Ateliers

- Extension du Système Européen de Transfert des Crédits (SETC) aux "Etudes féministes et /ou sur les femmes", président : un expert désigné par la Commission Européenne.
- Elaboration du matériel didactique européen, présidente : M. Michielsens, rapporteure : E. Bird.
- Cours européen commun, présidente : M. Birriel Salcedo, rapporteure : U. Muller.
- Extension du Système Européen de Transfert des Crédits (SETC) aux "Etudes féministes et /ou sur les femmes", président : un expert désigné par la Commission Européenne.

▲ SAMEDI 17 JUIN

Le point de vue de la Commission et les mesures adoptées pour répondre aux besoins des "Etudes féministes et /ou sur les femmes" en Europe

- La politique européenne pour l'enseignement supérieur — le programme Socrates —, un représentant de la DG XXII de la Commission Européenne.

- Présentation des résultats des sessions des ateliers par les rapporteurs.
- Conclusions présentées par les représentants de l'Université de Coimbra et de la Commission Européenne.
- Implication des étudiant-e-s dans les "Etudes féministes et /ou sur les femmes" et les Gender Studies, présidente : E. Ericsson, rapporteure : K. Saarikangas.

Ateliers

- Quelle est la relation des "Etudes féministes et /ou sur les femmes" avec les opportunités d'emploi ?, présidente : L.E. Sakelliou, rapporteure : N. Le Feuvre.
- Echange de personnel universitaire, présidente : K. Gomard, rapporteure : K. Soleim.
- Mobilité des étudiant-e-s, présidentes : R. Maierhofer et I. Gomboz, rapporteure : W. Jansen.

Contact : Director of the International Office, Reitoria da Universidade de Coimbra, 3000 Coimbra, Portugal, tél. +351 39 24335, fax. +351 39 25841.

Formation, recherche et édition féministe à l'Université Québec-Brésil-France

Université f d rale de Rio de Janeiro, 6-10 juin 1995.

COLLOQUE ORGANISÉ PAR L. LAVINAS (CIEC/UFRJ RIO DE JANEIRO), B. SORJ (IFCS-UFRJ), H. DAGENAIS (GREMF/UNIVERSITÉ LAVAL QUÉBEC), D. FOUGEYROLLAS (GEDISST/CNRS PARIS) ET C. ZAIDMAN (CEDREF/UNIVERSITÉ PARIS 7).

PROGRAMME :

- Mouvements de femmes et féminismes : évolution et nouvelles tendances.
- Méthodologie et épistémologie de la recherche et de l'enseignement féministes.
- Santé et contrôle de la reproduction.
- Littérature et production culturelle.

- Marché du travail et genre.
- Rapports sociaux de sexe, de race et relations interethniques.
- Stratégies féministes et représentations politiques.
- Famille ou familles ? Individuation des femmes et évolution de l'institution familiale.
- Education et formation.
- L'institutionnalisation des études féministes dans les universités.
- Violence et harcèlement sexuel.

XX^e siècle : Femmes du siècle, siècle des femmes ?

Université de Rouen, Faculté des Lettres et Sciences Humaines,
Mont-Saint-Aignan, 23-24 mai 1995.

COLLOQUE FRANCO-AUTRICHIEN SOUS LE PATRONAGE
DE HELGA KONRAD, MINISTRE DE LA CONDITION FÉMININE
ET EVA NOWOTNY, AMBASSADEUR D'AUTRICHE EN FRANCE.

PROGRAMME

▲ MARDI 23 MAI

Cobésion sociale et problèmes d'intégration

- Bilan et travail du ministère de la condition féminine, H. Konrad.
- Evolution des rapports des femmes à l'Etat, E. Kreisky.
- L'église et les associations de femmes catholiques : frein ou stimulation à la libération des femmes ?, P. Pasteur.
- Les femmes et la politique de l'emploi, U. Weber-Felber.
- Participation au pouvoir politique ? Les femmes et le droit de vote des femmes, B. Bader-Zaar.

Evolution historique et politique

- Bas les Armes ! de Bertha von Suttner : Un roman de l'engagement à la cause du pacifisme, C. Ravy.
- Appel au travail bénévole des femmes et des jeunes filles pendant la Première Guerre Mondiale, C. Hämmerle.
- Femmes dans la littérature à succès sous l'austrofascisme, M. Natter.
- Dans l'"Ostmark" rien de nouveau ? Représentations et itinéraires de femmes dans l'Autriche fasciste, A. Staudinger.

- Femmes étrangères en Autriche, L. N.Trallori.
- Le problème de l'avortement : une question pour les femmes ?, M. Mesner.

▲ MERCREDI 24 MAI

- Du corps enfermé au corps dévoilé : les ateliers photographiques de femmes à Vienne dans les années 1920, M. Walle.
- Maria Lassnig, peintre dans le siècle, C. Lecerf-Hélot.
- Ingeborg Bachmann : la révolte à mort, F. Rétif.
- Le langage de la révolte des héroïnes du théâtre d'Elfriede Jelinek, G. Laudin.
- Les femmes, objet de la dramaturgie bernhardienne, J. Benay.

Contact : Marianne WALLE, Institut d'allemand, UFR Lettres et Sciences Humaines, Rue Lavoisier, 76134 Mont-Saint-Aignan, France.



*Appels
à
contributions*

Femininity and the body

**The European Journal of Women's Studies
Special Issue on the Body (1996)**

The editor welcomes :

- Articles which theorize the relationship between femininity and masculinity, the body and power.
- Articles which address problems and possibilities of feminine-embodied experience in a variety of applied context (everyday life, institutions, media, cultural representations, jurisdiction, social policy, public debates).
- Articles which address differences in ethnicity, nationality, class, sexuality, able-bodiedness, or age in relation to women's bodily experience.
- Suggestions for book reviews.

Closing date for submissions is August 1, 1995.

Contact : Kathy DAVIS, Women's Studies Department, Faculty of Social Sciences, Utrecht University, Heidelberglaan 2, 3508 TC Utrecht, The Netherlands.

Court métrage de fiction

Concours de scénarios

Organisé par CINEFFABLE Quand les lesbiennes se font du cinéma.

Le concours est ouvert à toutes les femmes. Chacune pourra présenter autant de scénarios qu'elle le voudra. Les scénarios doivent être envoyés en quatre exemplaires dactylographiés, avant le 1^{er} septembre 1995, accompagnés du bulletin d'inscription et d'un chèque de 50 FF par scénario proposé. Aucun scénario ne sera retourné à son auteure. Le scénario doit être original et de langue française.

L'association Cineffable offre à l'auteure dont le scénario est primé, la possibilité de réaliser son film, par une aide matérielle de 10 000 FF, sous forme de financement de production. Le résultat du concours sera annoncé au cours du 7^e festival (26-30 octobre 1995).

Contact : Association CINEFFABLE, 37 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, France, tél. & fax. (01) 48 70 77 11.

Femmes et technologies

**Appel de textes de RECHERCHES FÉMINISTES pour le volume 9, n°1, 1996.
Réalisé sous la direction de Peta Tancred et Karen Messing.**

Les interactions entre les femmes et les technologies, constituent une préoccupation récente dans la littérature féministe. De nombreux écrits établissent des liens de "nature" entre les femmes (et les hommes) et les technologies, mais nous ne pensons pas que la complexité sociale du rapport entre les femmes et les technologies puisse se résumer ainsi. Ce numéro de Recherches féministes, veut ouvrir la discussion en la plaçant sur un terrain plus vaste et poser les questions autrement.

Des textes traitant de la remise en question qu'ont faite les féministes de la technologie ou des technologies, du contexte économique dans lequel se situent les rapports des femmes avec les technologies, de la discrimination à laquelle les technologies peuvent donner lieu pour les femmes sur le marché du travail, seront les bienvenus. Il serait particulièrement intéressant d'analyser aussi des technologies développées par des femmes.

Ce numéro de Recherches féministes témoignera de la diversité des technologies, mais aussi de la diversité des interactions entre les femmes et les technologies.

Les manuscrits doivent parvenir à la revue avant le 15 octobre 1995.

Contact : Peta TANCRED au (514) 398 3911, ou Karen MESSIN au (514) 987 3334, ou encore Huguette DAGENAIS à l'un ou l'autre des numéros ci-dessus.

RECHERCHES FÉMINISTES – GREMF, 3^e étage, 2336 chemin Sainte-Foy, Edifice Jean Durand, Université Laval, Québec, Canada G1K 7P4.

The Erotic in Women's Poetry

GRAMMA Journal of Theory and Criticism.

Call for papers for this fourth issue to appear in 1996.

Papers that explore the erotic in the body of poetry written by women, rethinking eroticism in predominantly female terms, are welcome. Subjects for discussion can be chosen from a broad historical and cultural perspective, taking into account that in the past women have not always been able to speak directly about sex or desire but have done so under cover and through displacement, thus creating erotic "sub-texts" neither concealing nor revealing but signifying.

Papers may be in either Greek or English and should not exceed 7000 words. Please submit two copies of your article (following the M.L.A. style sheet) and abstract together with a disk copy (written in Word 4 programme for Apple Macintosh) to either of the editors of the fourth issue :

Deadline for submission of papers : 31 October 1995.

E. DOUKA-KABITOGLOU or L. TRAYIANNOUDI – Department of English, School of Philosophy, Aristotle University, 54006 Thessaloniki, Greece.

*La recherche féministe dans la Francophonie :
état de la situation et pistes de collaboration*

Colloque international, organisé par la Chaire d'étude sur la condition des femmes.

Université Laval, Québec, 24-28 septembre 1996.

Ce colloque est l'occasion de faire le point sur la recherche féministe effectuée durant les deux dernières décennies et de dégager des pistes de collaboration entre spécialistes des quatre coins du monde partageant l'usage du français.

Les chercheuses francophones de toutes les disciplines sont attendues à Québec pour ce colloque.

Les propositions de sessions thématiques et de communications libres, doivent parvenir à la Chaire d'étude sur la condition des femmes, avant le 1^{er} novembre 1995.

Elles peuvent porter sur un pays, une région du monde, un milieu de vie ou plutôt sur une discipline, un champ d'intérêt ou un sujet en particulier, ou encore sur la comparaison de plusieurs.

Contact : CHAIRE D'ÉTUDE SUR LA CONDITION DES FEMMES, Colloque 1996, Université Laval, Edifice Jean-Durand, bureau 3200, 2336 Chemin Sainte-Foy, Québec G1K 7P4, tél. (418) 656 2922, fax. (418) 656 3266.

Les âges de la vie

**Appel de textes de RECHERCHES FÉMINISTES pour le volume 9, n^o 2, 1996.
Rédigés sous la direction de F. Romaine Ouellette.**

Le rapport différent des femmes et des hommes au corps, à la vie familiale, au travail et aux loisirs, entre autres, implique que des temporalités distinctes structurent leur vie quotidienne et leur biographie. A ces discordances entre les parcours féminins et masculins se combinent celles entre les femmes de générations différentes. Chaque femme à son tour, réalise le parcours des âges selon une modulation qui lui est propre, compte tenu de son environnement social et

culturel. De plus, pour les femmes comme pour les hommes, les carrières professionnelles et familiales s'entrecroisent et même les parcours généalogiques se diversifient, de sorte que le sens de la maternité, notamment, se transforme.

La complexité de cette problématique invite à emprunter des angles d'approche variés. Comment le découpage des étapes de la vie des femmes, depuis la naissance, s'est-il récemment transformé ? Quels sont les passages critiques et comment sont-ils traversés ? Que sait-on des transitions vécues par les petites filles et les adolescentes ? Jusqu'à quel point la conciliation entre travail rémunéré et maternité, à une certaine époque de la vie, donne-t-elle un "pente" à l'ensemble d'une trajectoire de vie ? L'approche social de la retraite et de la vieillesse reflète-t-elle bien la situation des femmes concernées ? Quel est le point de vue des femmes elles-mêmes sur leur propre vie ?

Les textes soumis pour ce numéro doivent parvenir à la revue avant le 15 mars 1996.

Contact : F. Romaine OUELLETTE au (514) 841 4042 ou Huguette DAGENAIS.



IL EST FONDÉ UNE ASSOCIATION DE FEMMES DONT LE NOM EST

Parti Démocratique des Femmes
(PDF)

“Le moment est venu où les femmes prennent enfin conscience de la nécessité d’agir elles-mêmes. L’infériorisation sociale et politique à laquelle elles se trouvent encore réduites nous indignent. Et rien n’est sans doute plus important actuellement et plus urgent, à l’échelle mondiale, que de mettre au premier plan le droit pour les femmes à la justice et à l’égalité, le droit à la reconnaissance de leur être.

Notre volonté est de mener ce combat : nous ne pouvons nous y dérober, car aucun parti aujourd’hui existant ne peut, ni ne veut assumer une telle prise de position. D’où notre décision de créer un parti de femmes : Le Parti Démocratique des Femmes.

L’objet de cette association est de permettre aux femmes :

- d’élaborer leurs propres analyses politiques.
- d’instaurer une dynamique porteuse d’un projet de société.
- de promouvoir ces analyses et ce projet dans toutes les institutions politiques.
- de conduire elles-mêmes les actions appropriées.

Contact : PARTI DÉMOCRATIQUE DES FEMMES, 20 rue Pierre et Marie-Curie, 75005 Paris, tél. (33) 1 43 54 13 73.

Sources d'Europe

CENTRE D'INFORMATION SUR L'EUROPE

Pour répondre à la demande croissante de l'opinion publique et mieux la préparer aux développements rapides de la Communauté Européenne, le gouvernement français et la commission européenne ont décidé, en 1992, de créer Sources d'Europe, centre d'information sur l'Europe.

Sources d'Europe est installé dans le Socle de la Grande-Arche de Paris-La Défense, conçue par l'architecte danois Otto Von Spreckelsen.

Le Centre comprend : une médiathèque, une salle d'actualités, une salle de conférences, un espace enfants, une salle d'expositions, une librairie, divers comptoirs (vitrines, boutiques etc).

Contact : SOURCES D'EUROPE, Centre d'information sur l'Europe, Le Socle de la Grande-Arche, 92054 Paris-La Défense cedex 61, France, tél. (33 1) 41 25 12 12, fax. (33 1) 41 25 12 13.

The International Association for Feminist Economics (IAFFE)

IAFFE is a non-profit, non-governmental organization of economists and others working to promote research and action on economic issues of concern to women around the world. It was founded in 1992, and by 1994 had over 400 members from 26 countries.

IAFFE was formed in response to several critical concerns. Women's experiences and needs have received insufficient attention from economists. Scholars undertaking feminist economic research and policy advocacy often experience a lack of support from their colleagues and institutions. Researchers and activists on women's issues often work in isolation from each other, so that research fails to be enriched by activists experience or oriented toward the sorts of

questions which activists and policymakers would find most helpful. And feminist researchers in different parts of the world face difficulties in finding out about each other's work.

IAFFE seeks to combat these problems and to advance feminist inquiry into economic issues.

Contact : Jean SHACKELFORD, IAFFE Executive Secretary, Department of Economics, Bucknell University, Lewisburg, PA 17837, U.S.A., tel. 717 524 1476, fax. 717 524 3760.

Quand les lesbiennes se font du cinéma

Recherchent correspondantes en région, pour leur projet de télévision lesbienne : réalisation, prospection, sélection de vidéos locales (tous formats).

Contact : Association CINEFFABLE, 37 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, France, tél. et fax. 16 (1) 48 70 77 11.

Enquête sur les mobilisations féminines et féministes contre l'extrême-droite et les commandos anti-avortement

Cette enquête s'adresse à toutes celles et ceux qui s'opposent à l'extrême-droite et aux commandos anti-avortement, et tout particulièrement les militant-e-s et sympathisant-e-s de coordinations, associations ou mouvements.

Le CEVIPOF (Centre d'études de la vie politique française), laboratoire associé au CNRS, a engagé un programme de recherche sur les transformations de l'engagement politique et associatif.

La première étape de cette recherche consiste à mesurer, à travers un questionnaire, les capacités mobilisatrice et de résistance face à l'offensive de l'extrême droite contre les droits des femmes. Salaire maternel, droits restreints, contrainte à l'hétérosexualité procréatrice, vote familial, actions commandos contre les centres pratiquant des interruptions volontaires de grossesse (96 depuis 1986).

L'analyse des résultats sera effectuée par les CEVIPOF et fera l'objet d'une présentation détaillée qui sera communiquée à chaque collectif.

Contact : GRMM-CEVIPOF, 10 rue de la Chaise, 75007 Paris, France.



En français

Cahiers du GEDISST

▲ N° 12 – MAI 1995

***Transitions en Europe de l'Est :
main-d'œuvre et citoyennes de seconde zone ?***

SOMMAIRE

- Introduction, J. Heinen.
- Droit et genre en Allemagne après la réunification. Anciennes et nouvelles formes de conflictualité, S. Berghahn.
- La discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail polonais pendant la période de transition vers l'économie de marché, I. Kotowska.
- Stratégies des femmes chômeuses dans une économie de marché. Le cas de la Russie, E. Zdravomyslova.
- Le chômage féminin en Roumanie, G. Predosanu.
- Les changements systémiques en Pologne et les femmes, R. Simienska.
- Le portrait du candidat. La construction des genres dans les campagnes électorales de 1990 et 1994 en Hongrie, A. Toth.

- "Renaissance patriarcale" et travail féminin en Russie, E. Mezen-tseva.
- Ex-citoyennes dans l'ex-Yougoslavie, Z. Papic.

Contact : FMR, (FÉMININ, MASCULIN, RECHERCHES), 59-61 rue Pouchet, 75849 Paris, France, cedex 17.

La lettre de Parité

▲ AVRIL 1995

L'association Parité a adressé à l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, au début du mois de mars, un questionnaire en 13 points, dont elle publie dans ce numéro les réponses les plus concrètes, sur les différentes questions évoquées.

Contact : LA LETTRE DE PARITÉ, BP 33, 92193 Meudon cedex, tél. (1) 45 34 42 80, Fax. (1) 46 26 65 78.

Chronique Féministe

▲ N° 55, FÉVRIER-MARS 1995

SOMMAIRE

Dossier : La famille, une affaire politique ?

- La famille, un discours qui s'étoffe...
- Une famille idéale pour quoi faire ?
- Le travail industriel des femmes à domicile, E. Gubin.
- Le caractère "familial" de la sécurité sociale : une histoire récente, H. Peemans-Poullet.
- Utopies ou le déni de la maternité, F. Hecq.
- Socialisation domestique et norme temporelle, M. Haicault.
- Concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale, I. Desobry.
- Appel à la solidarité familiale, M. Laurent-Garcet.
- Répartition du travail ménager et familial, M. Van Nuland.
- Politiques migratoires et familles migrantes, N. Ouali.

Lecture

- Jeux de familles, G. Simon.
- Familles turques et magrébines aujourd'hui, N. Ouali.

Contact : UNIVERSITÉ DES FEMMES, 1a Place Quételet - 1030
Bruxelles, Belgique, tél. 02 219 61 07, fax. 02 219 29 43.

Cahiers du féminisme

▲ N° 71-72 HIVER-PRINTEMPS 1995

SOMMAIRE

- L'avortement en France : vingt ans après.
- SOS-intégristes.
- Droit au logement : une réflexion politique sur la ville.
- Circulaire Bayrou : cinq mois après.
- Les 35 heures à portée de main ?
- Le "partage du travail" contre les femmes.
- France Télécom : mise en condition.
- Commerce-distribution : déréglementation, flexibilité, humiliations.
- Modes de garde, emplois familiaux : inégalités renforcées.
- Le travail domestique, toujours une affaire de femmes !
- Algérie : est-il possible de penser l'avenir ?.
- Retour sur le voyage de Taslima Nasreen.
- Mexique : insurrection, santé et condition des femmes.
- Chiapas : démocratisation ou guerre civile ; "Nous ne voulons plus rester en arrière".
- Sonia Kovalevskaïa, première femme professeur d'université.

Contact : CAHIERS DU FÉMINISME, 2 rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil, France.

*Clio****Histoire, femmes et sociétés***

TROIS PREMIERS NUMÉROS :

- Résistances et Libérations (France 1940-45), responsable F. Thébaud.
- Femmes et religions, responsables A. Fine et C. Leduc.
- Femmes et syndicalisme, responsable M. Zancarini-Fournel.

Clio, revue francophone d'histoire des femmes se veut une revue d'histoire, avec la conscience que l'histoire est traversée et interpellée par d'autres disciplines littéraires ou scientifiques.

Elle ouvre ses colonnes à celles et ceux qui, dans toutes les périodes de l'histoire et jusqu'au très contemporain, entreprennent de rendre visibles les femmes ou proposent une lecture sexuée des phénomènes.

Contact : PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL, 56 rue du Taur, 31000 Toulouse, France, tél. 61 22 58 31, fax. 61 21 84 20.

Nouvelles Questions Féministes

Dans les numéros du volume 1995 vous trouverez :

- La suite du débat sur la parité.
- Un numéro spécial sur les femmes en Algérie.
- Des articles sur :
 - Le féminisme français aux Etats-Unis.
 - La peur du féminisme dans les jeunes générations.
 - La confrontation de deux modèles : RFA et RDA, et la situation des femmes après la réunification.
 - Masculin-Féminin : un essentialisme new-look

Contact : c/o DELPHY, IRESCO, 59-61 rue Pouchet, 75849 Paris cedex 17.

Réseau Femmes "Ruptures"

Bulletin d informations, de liaisons et d changes

▲ N° 131 - 1^{re} QUINZAINE DE MARS 1995

Ce numéro comporte essentiellement des extraits de dossiers d'études sur les femmes algériennes.

Contact : MAISON DES FEMMES, 8 cité Prost, 75011 Paris.

La Lettre de l'AVFT

Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail.

▲ N° 5, HIVER 1994-1995

SOMMAIRE

Actions

- Les femmes ont-elles le droit de travailler et de faire des enfants ?
- Un séminaire juridique dans le cadre de l'action pilote Vaucluse.
- L'AVFT à la Conférence de Dakar en préparation de Pékin.

Droit

- Comment apporter la preuve du harcèlement devant les juridictions civiles.

Sexisme

- La publicité, un miroir méprisant.

Actualité

- La campagne d'Atlanta+ pour les prochains JO.
- L'affiche du film Harcèlement : où est le scandale ?

Contact : LA LETTRE DE L'AVFT, 71 rue Saint-Jacques, 75005 Paris, France, tél. (1) 45 84 24 24, fax. (1) 45 83 43 93.

Rapport du Conseil de l'Europe

(de la conférence organisée comme contribution au processus de préparation de la quatrième conférence mondiale)

▲ 9-11 FÉVRIER 1995

“Egalité et démocratie : Utopie ou défi ?”**Nouvelles dimensions de la démocratie et de la citoyenneté .**

- Participation égale des individus et des groupes : le défi de la démocratie paritaire.
- La perspective de l'égalité dans le fonctionnement des institutions démocratiques.
- L'universalité opposée au relativisme culturel au regard des droits de la personne humaine.

Citoyenneté et pleine jouissance des droits de la personne humaine par les femmes.

- La reconnaissance du droit fondamental de la femme et de l'homme à l'égalité : condition de la démocratie.
- L'autodétermination des femmes : obstacles et stratégies.
- Jouissance des droits de la personne humaine : conflits et contradictions.

Recherches Féministes

▲ VOL. 8, N° 1

Femmes, populations et développement

SOMMAIRE

- 1995 : Quel développement pour les femmes et les populations ?, H. Dagenais.
- Militarisation et politique du genre, A. Michel.
- Restructuration économique, politiques identitaires et rapports sociaux de sexe en Europe Centrale de l'Est et au Moyen-Orient, Afrique du Nord, V. M. Moghadam.
- L'impact des projets de développement sur les rôles de production et de reproduction des femmes africaines, H. Ryckmans.
- Développement durable, changement social et rapports sociaux de sexe en Colombie andine, M.-F. Labrecque.
- Contraintes socioculturelles et développement économique en Inde centrale : le cas des femmes saharia, A. Chauhan.
- Migration et connaissance du sida en milieu rural camerounais : comparaison hommes-femmes, M. de Lœnzien et I. Parizot.
- Algérie : des femmes-cibles, M.B. Tahon.
- Rwanda : la violence faite aux femmes en contexte de conflit armé généralisé, E. Mukakyumba.
- La conférence internationale sur la population et le développement du Caire : un parti pris pour les femmes ?, Y. Pelchat.
- Les conférences internationales sur les femmes et leur impact en Haïti, M.-N. Anglade.
- La Cinquième Conférence régionale africaine des femmes de Dakar, F. Sow.

En anglais

Women's World Isis Wicce

▲ N° 28, 1995

CONTENTS

- In Search of Woman-Centred Health Care.
- Menopause - Beginning of a New Life.
- Genital Mutilation : Legislation Alone does not Help.
- Surgeons Show Success in Early Fistula Repairs.
- Abortion Laws 'Must Change'.
- Our Goats, our Health.
- Mother to Child HIV Infection.
- Reaching Women and Men.
- Egyptian Women Suffer in Silence.
- Fourth World Conference Preparations.
- Why do Women Smoke ?
- Working with Chemicals at Home.
- News on Repetitive Strain Injuries (RSI).
- Household Safety Guidelines for Chemical Products.
- Freeing Ourselves from Violence.
- World Bank Role in Unsafe Contraceptive Promotion.

Contact : WOMEN'S WORLD ISIS-WICCE, Box 4934, Kampala, Uganda, East-Africa, tel. 256 41 266007/8, fax. 256 41 268676.

En italien

Leggere Donna

▲ N° 55, MAR. - APR. 1995

SOMMARIO

Leggere

- Cortili segreti.
- Ogni illusione che ispiri amore.
- Una smisurata passione materna.
- Dalla parte delle bambine.
- Canto di mezzanotte si mise lo scialle.
- Le preziose.
- Zora Neale Hurston, un genio del sud.
- Il profumo del veleno.
- Storia d'amore o mito del passaggio ?
- Oh sadomaso di rosa vestito !

Discutere

- Intervista a Paola Capriolo.
- America Amerika, noterelle di un viaggio in California.
- Donne in carcere.

Contact : Redazione e amministrazione : Via Ticchioni, 38/1 Ferrara,
Tel. e fax (0532) 53186.

Notiziario CDP

▲ N° 138, GENNAIO-FEBBRAIO 1995

SOMMARIO

- Due lettere di Dario Paccino.
- Dall'inciviltà dei rifiuti alla civiltà del riuso, M. Boato.
- Centri, associazioni, collettivi, aggregazioni.
- Musica : John Zorn, M. Pomposi.

Contact : Cooperativa Centro di Documentazione, via degli Orafi
29, cas. post. 347, 51100 Pistoia, tel. e fax. 0573 367144.

Interpretazioni, tendenziose

▲ N° 1, GENNAIO-GIUGNO 1995.

SOMMARIO

- Ragazze e ragazzi : lo spazio condiviso.
- Sommessi vagiti di padri adulti.
- Sviluppo e occupazione : due termini coniugabili ?
- Le donne in America Latina.
- Donne e transizione in Europa centro-orientale.
- Il paradosso scolastico.
- Una nuova etica della riproduzione.
- Paradigmi di genere.

Contact : Casa editrice EDIESSE s.r.l., Via dei Frentani 4/A
00185 Roma, fax. 06 4469007.

AIDoS news**Notiziario bimestrale dell Associazione italiana Donne per lo Sviluppo.**

▲ ANNO XI N° 4-6, DICEMBRE 1994

SOMMARIO

- La lunga Marcia verso Pechino.
- La questione di genere nella costruzione del nuovo stato palestinese.
- Lasciamo parlare le donne di Khan Yunis.
- Adottare a distanza le bambine degli slums di Calcutta.

Contact : AIDoS, Via dei Giubbonari 30, 00186 Roma,
tel. 687 32 14, fax. 687 25 49.



Comptes rendus

Sexual Chemistry :

Understanding our Hormones, the Pill and HRT

Ellen Grant, Cedar Books, Londres, 1994.

Ellen Grant, médecin hospitalier, a travaillé au Planning familial anglais et a longtemps étudié les effets des pilules contraceptives, puis la migraine et la dyslexie.

Ce livre est un ouvrage de vulgarisation sur le sujet de la pilule, des traitements hormonaux, de la ménopause, des cancers liés aux hormones, etc.

A lire cet été à la plage.

Nicole DÉCURÉ

Les Politiques de la vision :

Art, société et politique au XIX^e siècle

Linda Nochlin, éditions Jacqueline Chambon, 1995.

Oristelle Bonis, une adhérente de l'ANEF, nous fait parvenir, quelques jours avant le "bouclage" du Bulletin, ce livre paru en 1989

aux Etats-Unis et qu'elle a traduit. Elle l'a beaucoup aimé. Elle nous dit que c'est le deuxième livre traduit en français de cette : "critique d'art au jugement très informé politiquement et « fémininement »", le premier étant Femmes, art, pouvoir.

Je n'ai ni le temps et encore moins l'aptitude à critiquer un tel ouvrage, sauf à dire que j'aime bien la couverture mais c'est un peu court. Je vais chercher une de nos adhérentes spécialiste de ce domaine pour qu'elle nous en parle dans le Bulletin de la rentrée.

En attendant vous pouvez toujours le lire à la plage...

Nicole DÉCURÉ

The Prostitution of Sexuality

Kathleen Barry, New York University Press, 1995.

Kathleen Barry, sociologue, professeur de Développement humain et d'études sur la famille à l'Université Pennsylvania State, auteur d'une biographie de Susan B. Anthony, est également une féministe militante, l'une des fondatrices de la Coalition contre le trafic des femmes. Elle avait déjà publié en 1979 *Female Sexual Slavery* et elle réitère avec ce nouvel ouvrage.

The Prostitution of Sexuality est à la fois une étude universitaire et un cri militant et les deux ne se marient pas forcément très bien. Et puisqu'on parle de mariage, elle s'aventure sans crainte sur le chemin glissant de la comparaison entre le mariage, la sexualité et la prostitution (elle assimile, sans ambages, la sexualité et la subordination, dans le patriarcat soit, mais cette précaution oratoire est-elle nécessaire, vu qu'elle ne parle pas de sociétés non patriarcales) et bien qu'elle dérape quelquefois, elle se rétablit assez bien. Le style en souffre par moment. Elle "construit" et "déconstruit" beaucoup, "informe" transitivement, "configure" à longueur de clavier. Elle établit des distinctions entre la distanciation des prostituées, leur désengagement, la dissociation, le "désacors" (disembodiment), qui sont aussi obscures pour moi que la différence entre le triple axel et la triple boucle piquée. Il me semble bien que c'est la même chose sous des noms différents.

Je la suis plus volontiers dans sa comparaison entre le viol et la prostitution, son analyse du passage de la sexualité de la prostitution à la prostitution de la sexualité, ou sa définition de l'essentialisme sexuel.

L'essentiel de sa problématique est contenu dans les trois premières lignes : l'exploitation sexuelle, en réduisant les femmes au sexe en fait des objets. Le sexe incite à la violence contre les femmes et les réduit à des objets d'échange. Les deux premiers chapitres sont consacrés à une analyse de la prostitution en termes d'oppression des femmes, mais aussi d'économie de marché : la prostitution existe parce qu'il y a des clients, "prostitution is a male consumer market". Elle décrit ce marché international longuement, dans les chapitres 4 et 5, le proxénétisme dans le chapitre 6, les différentes façons dont les gouvernements et la justice règlent les questions tournant autour de la prostitution et elle termine par un appel à la solidarité féministe internationale, un "féminisme global", seul capable de véritables solutions (elle croit à la possibilité d'un monde libre d'exploitation sexuelle, on peut, on doit rêver) et une proposition de convention internationale contre l'exploitation sexuelle.

Un chapitre est consacré à la biographie de Josephine Butler, militante anti-prostitution de la fin du XIX^e siècle. Ça fait un peu bouche-trou dans l'ensemble et a priori on se demande aussi ce que vient faire une discussion du cas de Patricia Hearst, "prototype de l'esclavage sexuel des femmes". En fait, c'est sans doute là que Kathleen Barry est at her best, car elle mélange analyse politique et empathie avec une femme, avec efficacité. On lui pardonne ici sa façon de se mettre en avant, qui, dans d'autres parties du livre est irritante.

The Prostitution of Sexuality est un livre qui fait bien le tour de la question, sur un ton souvent polémique, toujours passionné, toujours résolument féministe, sans concession aucune avec le patriarcat. Il contient suffisamment de déclarations percutantes pour alimenter de nombreuses soirées de controverses.

Nicole DÉCURÉ

Mitterrand et les Françaises, un rendez-vous manqué

Jane Jenson, Mariette Sineau, Presses de Science Po, Paris, 1995, 386 pages.

Trente ans de politique mitterrandienne à l'égard des femmes. C'est une histoire aussi passionnante que bien documentée que nous content Jane Jenson et Mariette Sineau, complétée par toutes les annexes qui en font un irremplaçable document de travail. Les différentes étapes du rendez-vous et de ses complications sont étudiées tour à tour : le pari de Mitterrand sur une modernisation de la société par les femmes, la conquête du pouvoir grâce à leur vote, les réalisations du « féminisme d'Etat », puis le changement de politique où l'emploi des femmes est sacrifié et une politique familiale nataliste développée. Avancées et blocages s'articulent dans un bilan contrasté. Mitterrand avait compris avant tous les autres l'évolution qui portait les Françaises, et les enjeux qui les mobiliseraient. Sous l'influence, notamment de Marie-Thérèse Eyquem et du Mouvement démocratique féminin, il avait dès sa première candidature en 1965 proposé d'abroger de la loi de 1920, comme de s'attaquer aux racines de l'inégalité professionnelle entre les sexes. Battu à cause du vote des femmes, il n'en avait pas moins semé les germes de sa future élection. Le surgissement du MLF, comme le Mouvement de 68 a pu être ressenti comme "un défi mettant en danger la stratégie patiemment élaborée par François Mitterrand" ; une alliance de fait entre féministes et socialistes n'en a pas moins permis la révision de la loi de 1920. Alliance jamais signée, mais bel et bien effective ; les socialistes reconnaissent la lutte des femmes comme un « moteur original de transformation sociale » et le candidat Mitterrand de 1981 prend à l'égard des femmes des engagements. Nombre d'entre eux seront tenus dans les premières années du septennat, orchestrés par Yvette Roudy et le ministère des Droits de la femme : action d'information et de promotion des droits des femmes, campagne pour la contraception, remboursement de l'avortement, nombreuses lois sur le statut de telle ou telle catégorie de travailleuses, réformes égalitaires du Code civil, loi sur l'égalité professionnelle... (une annexe fait le bilan législatif en matière de droits des femmes de 1981 à 1993). Mais le

tournant de la rigueur sera tout particulièrement supporté par les femmes dont l'emploi est plus menacé, plus précaire, tandis que l'objectif démographique remplace le volontarisme égalitaire.

A l'heure du bilan, on peut mettre à l'actif des deux septennats mitterrandistes bien des acquis : sous la pression des associations féministes et malgré bien des insuffisances la législation a pris en compte les discriminations, les violences sexuelles, le harcèlement, les entraves au droit à l'IVG. Au passif il faut inscrire l'incapacité à accroître la place des femmes dans la vie politique, même si les nominations par le prince ont pu féminiser quelque peu l'avant-scène politique.

Rendez-vous manqué ? Pas totalement semble-t-il, puisque le vote des femmes depuis 1978 exprime une préférence pour cette famille politique, dont Lionel Jospin vient de bénéficier à son tour. Reste à inventer la prochaine étape de ce rendez-vous si souvent entrevu dans l'histoire.

Françoise PICQ

Les filles de Marianne, histoire des féminismes 1914-1940

Christine Bard, Fayart, Paris 1995, 528 pages.

Une histoire des féminismes est-elle possible ? Christine Bard apporte sa pierre à celle-ci, reconstituant au long de la période choisie les actions, les discordes, les problèmes, les acquis, les limites... avec une grande précision et une solidité dans les sources et dans l'argumentaire auquel il faut rendre hommage. Les féminismes de l'entre-deux guerres sont complexes, contradictoires, et Christine Bard en démêle les échevaux, selon les problèmes et selon les périodes. Nous y retrouvons les personnalités d'exception dont les discours nous avaient séduites, mais isolées, marginalisées dans un mouvement vaste et divers, confronté aux difficultés de l'époque. Parfois catholique et traditionaliste, souvent réformiste, de bonne famille et de bonnes mœurs, applaudissant à la loi de 1920... On a parfois bien du mal à s'y reconnaître, à s'y affilier

C'est pourquoi, à lire *Les Filles de Marianne*, j'ai eu le sentiment qu'une page était tournée, qu'une génération nouvelle d'historiennes naissait, solides, incontestables sur le plan scientifique. Quand nous avons commencé à nous intéresser à l'histoire du féminisme au début des années 70, historiennes ou non, nous y cherchions réponse à nos questions, nous y cherchions l'écho de nos préoccupations, de nos débats, de nos conflits. C'est pourquoi nous choissions spontanément de creuser les périodes historiques qui nous ressemblaient : les femmes et les révolutions 1789, 1848, la Commune, les Saint-simoniennes et la question sexuelle, les rencontres et les conflits entre féminisme et socialisme... Nous nous attachions à des «grands-mères» en qui nous nous reconnaissions, Hubertine Auclerc, Hélène Brion, Madeleine Vernet, Nelly Roussel, Maria Pognon, Madeleine Pelletier... toutes féministes radicales, plus ou moins pacifistes et néo-malthusiennes, de celles qui avaient posé avant tout le monde les problèmes dont nous avons fait nos enjeux, politiques et personnels, de celles contre qui avait été forgé l'anathème de "féministes bourgeoises" (cf F. Picq, "Le féminisme bourgeois, une théorie élaborée par les femmes socialistes avant la guerre de 1914", in *Stratégie des femmes*, Ed. Tierce, 1984).

L'étude de Christine Bard nous éloigne de l'histoire du féminisme telle que nous l'avions choisie. Déjà Laurence Klejman et Florence Rochefort avaient remis les choses en perspective pour faire l'histoire de la conquête de l'égalité, (*L'Egalité en marche. Le féminisme sous la III^e République*, Paris, Presses de la FNSP/des femmes, 1989). Mais la période analysée par Christine Bard est plus dure pour le féminisme, même si elle s'achève sur cette égalité des droits si longtemps revendiquée. Elle nous renvoie au reflux d'un mouvement qui pourtant ne s'arrête pas, et dans lequel il nous faut reconnaître notre histoire .

Françoise PICQ

Parutions

PRIX SÉVERINE 1995 – de l'Association des Femmes Journalistes –
attribué à **Zakya Daoud** pour son livre :

***“Féminisme et politique au Maghreb,
soixante ans de lutte”***

PRIX SPÉCIAL à **Taslina Nasreen**, pour :

“Femmes, manifestez-vous !”

L'Association des Femmes Journalistes (AFJ), fondée en 1981, est un réseau professionnel qui regroupe des journalistes de presse écrite, de radio, de télévision, des dessinatrices de presse, des photographes, des vidéastes.

L'AFJ est un lieu ouvert d'échanges et de réflexion, notamment sur la place des femmes dans les médias et sur les rapports de pouvoir.

Le prix “Séverine” de l'Association des Femmes Journalistes, est décerné tous les ans. Le jury du prix 1995 était composé de : C. Durand (Le Généraliste), V. Girard (Je bouquine), C. Helfter (Le Monde de l'éducation), D. Laufer (Enfants magazine), E. Le Garrec (Prima, Femme actuelle), D. Mazingarbe (Madame Figaro), F. Montreynaud (indépendante).

Féminisme et politique au Maghreb

Zakya Daoud, éditions Maisonneuve et Larose, 376 pages, 110 FF.

Le prix “Séverine” est décerné à l'ouvrage publié dans l'année écoulée, qui fait avancer la réflexion en apportant un éclairage inédit sur les femmes ou sur les rapports entre hommes et femmes.

Elles ont été flouées. Tel est le constat terrible qui s'impose après le passionnant voyage raconté par Zakya Daoud dans l'histoire des Algériennes, des Tunisiennes et des Marocaines, de 1930 à nos jours. Pourtant les femmes du Maghreb ont joué un rôle décisif dans les

luttres qui aboutirent à l'indépendance en 1953 du Maroc, en 1956 de la Tunisie et en 1962 de l'Algérie. Mettant de côté leurs problèmes spécifiques, elles ne revendiquaient rien pour elles-mêmes, note l'auteure, persuadées qu'on allait leur donner, de surcroît, "ce qui va de soi".

Le président Bourguiba en Tunisie est le seul à tenter de modifier la société pour construire un Etat moderne, avec notamment le Code du statut personnel en 1956. Cependant, la crise politique des années 70, démontre dans tout le Maghreb les limites des lois et l'entrave que constitue, surtout au Maroc, l'exercice individuel du pouvoir. C'est dans ce contexte que se développe l'islamisme, avec la complicité des autorités soucieuses de freiner les mouvements de contestation. Parmi eux, les groupes féministes, d'abord apparus en Tunisie, puis au début des années 80 en Algérie et dans la décennie suivante au Maroc.

Dans des sociétés en butte à de graves problèmes économiques et sociaux, "les vrais dilemmes restent le rapport à la religion et au pouvoir", les femmes étant l'enjeu des frustrations accumulées. Tunisiennes, Algériennes et Marocaines font aujourd'hui les frais de pouvoirs autoritaires et de surenchères religieuses. Prendre la parole, explique l'auteure, est la plus importante des stratégies de contre-pouvoir qu'elles aient adoptées en vue de leur émancipation.

Pour les aider à briser le silence et à couvrir le discours masculin, ce livre apporte la profondeur historique d'une réflexion dense, parfois difficile d'accès à cause de la précision et de la richesse de l'information. Il s'adresse à celles et à ceux qui, des deux côtés de la Méditerranée, s'interrogent sur le retour en force d'un religieux qui prend les femmes en otages et sur la capacité de celles-ci à lutter contre l'intégrisme.

Née en 1937, Zakya Daoud a été rédactrice en chef de la revue marocaine *Lamalif* de 1966 à 1988. Elle est co-auteure, avec B. Stora, de la biographie de Ferhat Abbas (Denoël, 1995). Elle habite à Paris.

Contact : Marie LE BERRE, tél. (1) 46 34 68 48.

Portugal Status of Women

Commission for equality and women s rights, Minist rio do Emprego e da Seguran a Social, 1995.

CONTENTS

- Geopolitical Situation / Demographic Situation / Economic Situation.
- Migration.
- The Portuguese Constitution.
- Significant Dates and Facts Related to Women's History in Portugal.
- Commission for Equality and Women's Rights.
- Consultative Council of the Commission for Equality and Women's Rights.
- Women's Studies.
- Education.
- Vocational Training.
- Women in Decision-making Positions.
- Family Law.
- Health and Social Security.
- Family planning.
- Maternity.
- Violence.
- Other Equality Agencies.

Femmes, Nations, Europe

Sous la direction de Marie-Claire Hoock-Demarle, Collection des Cahiers du CEDREF, s rie Colloques et travaux.

Dans cet ouvrage vous trouverez un "Message" de S. Veil, l'introduction de M.-C. Hoock-Demarle, puis quatre parties qui s'intitulent : Les femmes dans les représentations nationales, Les femmes face aux nationalismes, Modes de transgression, Femmes européennes et identités nationales, Quelle identité - Quelle citoyenneté pour les femmes en Europe. Enfin, pour finir, vous trouverez une conclusion de M. Perrot.

Contact : DIDEROT-P7 PUBLICATIONS, Université Paris 7, Bureau des publications, Jean-Claude Passerieu, Tour 34-24, 5^e étage, bureau 510, tél. (1) 44 27 57 00, fax. (1) 44 27 69 10.

*Une vision plus large,
réflexions sur la formation des femmes*

Publication IRIS.

TABLE DES MATIÈRES

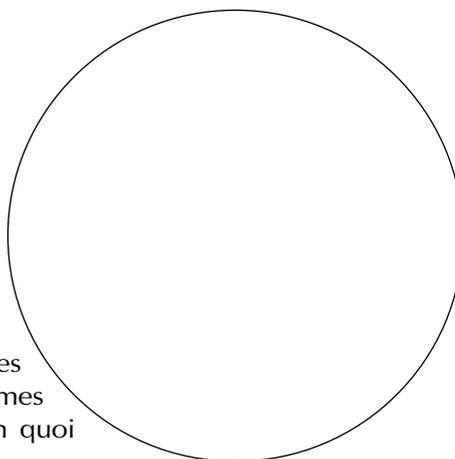
- Une vision plus large, C. De Troy et R. Franceskides.
- Les femmes et la répartition du temps, T. Torns.
- Une ville plus complète et plus égalitaire, I. De Carvalho Guerra.
- Réorienter les technologies, C. Cockburn.
- Féminisation du système : les femmes et les programmes de formation de l'UE, T. Rees.
- Télétravail et formation des femmes, U. Huws.
- Participation et organisation du travail et de la production, E. Bock-Rosenthal.
- Cultures d'organisation et citoyenneté des genres, S. Gheradi.
- Changements du marché et nouvelles stratégies, M. Chagas Lopes.
- Ségrégation professionnelle et flexibilité, E. Drew.
- La globalisation de l'économie : perspective internationale en terme d'égalité entre les sexes, W. Harcourt.
- Le temps des paradoxes, M. Maruani.

*Tant qu'il y aura
du linge à laver*

**de la division sexuelle
du travail domestique**

**Sylvette Den fle,
Editions Le Seuil,
collection Panoramiques,
70 FF.**

Pourquoi donc les hommes
laissent-ils toujours aux femmes
l'entière gestion du linge ? En quoi
est-ce une affaire de femmes ?



A travers l'histoire des techniques et celles des mentalités, ce livre présente l'évolution de nos manières de faire et de notre perception du propre et du sale. Il montre, par une enquête originale, comment les femmes intériorisent leur rôle de gardiennes des mœurs et restituent, à travers leurs exigences de propreté, l'image des familles bien tenues et des femmes honnêtes.

Etre une femme ou un homme, croyant ou athée, de droite ou de gauche, intellectuel ou manuel, propre ou sale, cela se construit, avec la personnalité, en suivant des modèles qui sont familiaux, scolaires ou médiatiques, mais en tout cas, sociaux, et qui reflètent les valeurs présentes de notre société.

Sylvette Denèfle, docteure en sciences sociales et en philosophie, maître de conférences de sociologie à l'Université de Nantes, recherche à travers les faits de la vie quotidienne, les traces de ces modèles et de notre façon de les vivre.

Contact : CORLET-PANORAMIQUES, route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau, France.

Marie Guillot,

de l'émancipation des femmes à celle du syndicalisme

Slava Liszek, ditions I Harmattan, coll. Chemins de la mémoire, **316 pages, 160 FF.**

En juillet 1922, pour la première fois en France, une femme accédait aux fonctions de secrétaire confédérale d'une grande organisation syndicale. Le congrès constitutif de la CGT-Unitaire venait d'élire parmi les autres membres de son bureau, une institutrice de quarante et un ans, originaire de Saône-et-Loire, Marie Guillot.

Féministe, elle amena la CGT à prendre en considération, dès avant 1914, le droit des femmes au travail et à l'organisation syndicale. Pionnière du syndicalisme enseignant, elle fut, au lendemain de la Première Guerre mondiale, une des chefs de file de la minorité révolutionnaire.

Slava Liszek est journaliste, spécialisée dans les question sociales et syndicales. Elle a réalisé de très nombreuses enquêtes relatives au travail des femmes, ainsi que, plus récemment, une série de chroniques historiques.

Contact : L'HARMATTAN, 7 rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris, France.

Within Me, Without Me

Adoption : An open and shut case ?

Sue Wells, Press Release, £9.99.

Much has been written about the adoption experience but always from a child's eye view. Since 1954, over 750,000 women in the UK alone have given up their children for adoption, but their stories are hitherto untold.

Within Me, Without Me, is a powerful new book which charts for the first time the impact of adoption on birth mothers.

Sue Wells is a New-Zealander now based in Bristol. She is a qualified Social Worker and gave up her child for adoption when she was seventeen. She regularly contributes articles to newspapers and magazines, as well as professional journals.

Contact : Liz GIBBS on 071 241 3702.

French Women Playwrights

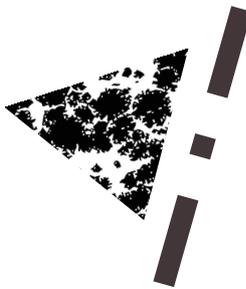
before the Twentieth Century. A Checklist

Cecilia Beach, Greenwood Press, 272 pages, \$ 65.00.

Until recently, French women playwrights had received almost no critical attention and their works were for the most part completely unknown, but this volume is evidence of the important contribution they have made to world literature. It presents an extensive list of the dramatic works of over 400 French women playwrights from the 16th through 19th centuries and includes brief biographical, publication, performance, and availability information.

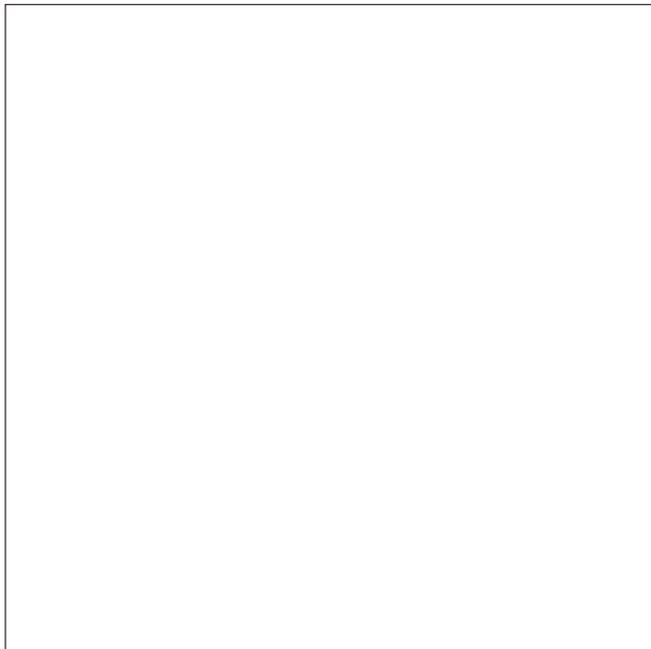
Cecilia Beach received a Ph.D. in French literature from New York University in 1993. In her dissertation, she examined representations of the maternal in works by modern French women playwrights. She is presently working on a checklist of works by French women playwrights in the 20th century.

Contact : G.P.G., 88 Post Road West, P.O. Box 5007, Westport, CT 06881-5007, Tel. (203) 226 3571, fax. (203) 222 1502.



Manifestes

Nicole Décuré



New York, 27 août 1977

Association Nationale des Etudes Féministes - ANEF
34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE

Monsieur le ministre
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche
1, rue Descartes
75005 PARIS

Paris, le 14 avril 1995

L'Association Nationale des Etudes Féministes a pris connaissance du non-renouvellement du DEA « Sexes et Sociétés » de l'Université Paris 7 en 1994, ainsi que de l'avis défavorable concernant le renouvellement du DEA d'Etudes féminines de l'Université Paris 8, en 1995.

Ces deux DEA avaient chacun leur spécificité : celui de Paris 7 était principalement centré sur l'histoire, les sciences sociales et la civilisation, celui de Paris 8 sur la littérature, la psychanalyse et la philosophie. Ils ont donc l'un et l'autre répondu à une demande croissante d'enseignement et de recherche, attiré un grand nombre d'étudiants, favorisé le développement de recherches originales de haut niveau, et permis le rayonnement international de la France en ce domaine.

Quelles que soient les raisons invoquées pour ces mesures, la disparition de ces deux DEA, les seuls en France, marque sinon une prise de position hostile envers les études féministes et sur les femmes, à tout le moins une méconnaissance de leurs enjeux, ainsi que du contexte européen et international où elles se développent aujourd'hui. La France en effet se caractérise par une absence presque totale de soutien et de reconnaissance institutionnels de ces études, incompréhensible compte tenu de la richesse, de la diversité et de la vitalité des recherches dans notre pays. L'élimination des programmes de DEA ne ferait qu'accroître cette disparité.

Nous protestons vivement contre ces projets, et vous demandons de bien vouloir agir non seulement pour conserver la place, déjà très insuffisante, des études féministes dans l'université française, mais de tout faire pour la développer et lui permettre d'atteindre le niveau qu'elle occupe dans les autres pays européens.

La présidente,
Françoise PICQ

Comité de soutien au peuple tibétain

APPEL POUR LES FEMMES DU TIBET

Malgré la demande pressante de nombreuses ONG, malgré les demandes de l'Union Européenne par la voix de la présidence française, les associations de femmes tibétaines en exil risquent d'être exclues de la Conférence mondiale sur les femmes. Le gouvernement chinois multiplie les pressions pour empêcher la libre parole des femmes du Tibet. Utilisant entre autres l'argument selon lequel le Tibet n'était pas reconnu, ni membre de l'ONU, aucune Tibétaine ne saurait être admise au forum des ONG. Encore une fois, l'intérêt des états est utilisé pour réduire au silence les droits des femmes. Colonisées, soumises aux avortements forcés, aux stérilisations, emprisonnées (plus du tiers des prisonniers d'opinion sont des femmes), violées et torturées par leurs geôliers, poussées à la prostitution, privées enfin du droit à l'éducation, à leur propre culture, à leur religion, elles résistent pacifiquement.

Leur résistance c'est notre résistance, leur parole, c'est notre parole. Les Tibétaines doivent être présentes à Pékin, elles doivent pouvoir s'y exprimer librement, au côté des femmes d'Algérie, de Bosnie et de toutes celles qui défendent l'espoir, l'amour et la paix. Nous avons besoin de votre soutien et de vos dons pour financer le voyage des Tibétaines à Pékin.

Contact : GROUPE FEMMES PÉKIN 95, 2 rue d'Agnou, 78580 Maule, France, tél. (1) 30 90 98 74, fax. (1) 30 90 88 25.



*Bulletins
de
commande*

*Etudes féministes
et études sur les femmes en France
en 1995*

RAPPORT DE L'ANEF

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE contre un chèque de 20 FF (frais d'envoi compris) pour les
pays de la CEE et de 30 FF pour les autres pays.

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

.....

Commande de numéro(s) de la brochure pour un prix total de
..... FF au prix unitaire de 20 FF (CEE), 30 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.

Pouvoir, parité, représentation politique

COMMUNICATIONS FAITES AU COURS DE LA JOURNÉE ANNUELLE
DE L'ANEF, LE 28 MAI 1994

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE contre un chèque de 40 FF (30 FF + 10 FF de frais d'envoi)
pour les pays de la CEE et de 50 FF pour les autres pays.

SOMMAIRE

Le matin : Contributions

Françoise PICQ	Introduction.
Hege SKJEIE	Du mouvement au gouvernement : l'intégration politique des femmes en Norvège.
Regina TAVARES DA SILVA	La parité hommes-femmes au Portugal.
Svetlana AIVAZOVA	Pouvoir, parité, représentation politique : l'expérience de la Russie.
Nicole GABRIEL	La parité : peut-on parler d'un modèle allemand ?
Fatiha TALAHITE	Algérie : la double référence et le statut des femmes.

L apr s-midi : Table ronde avec :

Françoise GASPARD, Danielle HAASE-DUBOSC, Geneviève FRAISSE, Laure ORTIZ.

Interventions de la salle

Annexe : Résultats des élections européennes.

NOM : Prénom :

Adresse :

Commande de..... numéro(s) de la brochure pour un prix total de
..... FF au prix unitaire de 40 FF (CEE), 50 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.



Statuts

Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75 005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes, sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Association Nationale des Etudes Féministes

BULLETIN D'ADHÉSION 1995

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 200 F (revenus mensuels inférieurs à 9 000 F)
300 F (revenus mensuels supérieurs à 9 000 F)
150 F (pour les étudiant-e-s)

Membre associé-e : 300 F

Service du bulletin seul : 300 F (institutions)

L'adhésion est annuelle (année universitaire octobre-octobre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur-Martin 31500 TOULOUSE

